

Art. 2. De Gebiedsraad, in het basisonderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid bedoeld in artikel 14 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, wordt als volgt samengesteld :

— De stemgerechtigde directeurs van elke kleuterschool, lagere school of basisschool, die autonoom of geannexeerd is bij een instelling voor secundair onderwijs;

— Een stemgerechtigd onderwijzer van elke kleuterschool, lagere school of basisschool, verkozen door zijn gelijken, voor een mandaat van twee jaar, alternerend onder de leraren lager onderwijs en onder de leraren voorschools onderwijs wanneer de twee niveaus samen aanwezig zijn;

— Een stemgerechtigde vertegenwoordiger voor elke vakvereniging die de leraren vertegenwoordigt van het netwerk van de Franse Gemeenschap, aangesloten bij vakverenigingen die op de Nationale Arbeidsraad zetelen;

— Een pedagogische raadgever van voorschools niveau, met adviserende stem;

— Een pedagogische raadgever van niveau lager onderwijs, met adviserende stem;

— Een ambtenaar van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek, met adviserende stem.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 7 september 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 4221

[C — 2007/29314]

14 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant revalorisation barémique à certains membres du personnel enseignant de l'enseignement secondaire inférieur

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psycho-pédagogique, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire spécial;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2007;

Vu les protocoles de négociation du 27 août 2007 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 27 août 2007 du Comité de concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement obligatoire et du Vice-Président et Ministre du Budget en charge du Sport et de la fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 septembre 2007,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications à l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Article 1^{er}. Dans le chapitre C - « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire (degré inférieur) » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement par correspondance et de

l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1998 et du 5 mai 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° sous la rubrique « professeur de cours généraux », le littera *c*) est remplacé par le littera suivant :

« *c*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel ou d'instituteur primaire 216

2° sous la rubrique « professeur de cours généraux chargé de cours en immersion », aux points 1. à 5. du littera *c*), les termes "d'instituteur primaire" sont remplacés par les termes " d'instituteur primaire ou d'instituteur maternel" :

3° sous la rubrique « professeur de morale », le littera *c*) est remplacé par le littera suivant :

« *c*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire ou d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur autre que le titre requis 216

4° sous la rubrique « professeur de cours spéciaux (éducation physique) », le littera *c*) est remplacé par le littera suivant :

« *c*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur autre que le titre requis ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

5° sous la rubrique « professeur de cours spéciaux (dessin, travail manuel, éducation plastique) », le littera *b*) est remplacé par le littera suivant :

« *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur autre que le titre requis ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

6° sous la rubrique « professeur de cours spéciaux (musique et éducation musicale) », le littera *b*) est remplacé par le littera suivant :

« *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

7° sous la rubrique « professeur de cours spéciaux (sténodactylographie) », le littera *b*) est remplacé par le littera suivant :

« *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur autre que le titre requis ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

8° au point 1° « spécialités économie domestique, coupe et couture » de la rubrique « professeur de cours techniques et de pratique professionnelle », le littera *b*) est remplacé par le littera suivant :

« *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur autre que le titre requis ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

9° au point 2° « autres spécialités » de la rubrique « professeur de cours techniques et de pratique professionnelle », le littera *b*) est remplacé par le littera suivant :

« *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur autre que le titre requis ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

10° sous la rubrique « professeur de cours techniques », le littera *b*) est remplacé par le littera suivant :

« *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur autre que le titre requis ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

11° sous la rubrique « professeur de pratique professionnelle », les littera *b*) et *c*) sont remplacés par les littera suivants :

« *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur autre que le titre requis ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

c) porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur autre que ceux visés ci-dessus et complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques ou par le certificat de cours normaux techniques moyens 216

12° sous la rubrique « professeur de religion catholique, protestante ou orthodoxe », le littera *b*) est remplacé par le littera suivant :

« *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur autre que le titre requis ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

13° sous la rubrique « professeur de religion israélite », les littera *a*) à *d*) sont remplacés par les littera suivants :

« *a*) porteur d'un titre requis autre que celui visé sub *d*) 216

b) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

c) porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur autre que ceux visés ci-dessus et complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques ou par le certificat de cours normaux techniques moyens 216

d) porteur du certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite du degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et par le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire 206/3

e) porteur d'autres titres 206/2

14° sous la rubrique « professeur de religion islamique », le littera *e*) est remplacé par le littera suivant :

« *e*) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 216

15° sous la rubrique « accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance », les littera b) à d) sont remplacés par les littera suivants :

« b) porteur d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	216
c) porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur autre que ceux visés ci-dessus et complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques ou par le certificat de cours normaux techniques moyens	216
d) porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur	206/3
e) porteur d'autres titres	206/2 »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise*

Art. 2. Dans le chapitre D - « Du personnel des cours professionnels secondaires inférieurs » de l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1974 précité, les littera a), b) et c) de la rubrique « chargé de cours généraux », sont remplacés par les littera suivants :

« a) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 1 ^{er} degré au moins	1/20 de 216
b) porteur d'autres titres	1/20 de 206/2 ».

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés*

Art. 3. A l'article 11bis de l'arrêté du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, entre les termes "porteur d'un" et "diplôme d'enseignement supérieur", sont insérés les termes "diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un".

CHAPITRE IV. — *Modifications à l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale*

Art. 4. A l'article 11bis de l'arrêté du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, entre les termes "porteur d'un" et "diplôme d'enseignement supérieur", sont insérés les termes "diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un".

CHAPITRE V. — *Modifications à l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psycho-pédagogique*

Art. 5. A l'article 11bis de l'arrêté du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psycho-pédagogique, entre les termes "porteur d'un" et "diplôme d'enseignement supérieur", sont insérés les termes "diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un".

CHAPITRE VI. — *Modifications à l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire spécial*

Art. 6. Au § 1^{er} de l'article 5 de l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire spécial, les termes " et de l'article 11bis " sont insérés entre les termes " de l'article 11" et " de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 préappelé".

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent arrêté sort ses effets le 1^{er} janvier 2007 à l'exception de l'article 6 qui sort ses effets le 1^{er} septembre 2005.

Art. 8. La Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement obligatoire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 septembre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA

Le Vice-Président et Ministre du Budget en charge du Sport et de la Fonction publique,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4221

[C — 2007/29314]

14 SEPTEMBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toekenning van een herwaardering van de loonschalen van sommige leden van het onderwijzend personeel van het lager secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1974 houdende bepaling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het "Ministère de l'Education nationale et de la Culture française" en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juli 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 juli 2007;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 27 augustus 2007 van het Onderhandelingscomité van Sector IX, van het Comité van de provinciale en lokale openbare diensten – Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het Overlegprotocol van 27 augustus 2007 van het Overlegcomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra;

Op de voordracht van de Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs, en van de Vice-President en Minister belast met Sport en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 september 2007,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

Artikel 1. In hoofdstuk C – "Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad)" van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1998 en 5 mei 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder de rubriek "leraar algemene vakken", wordt de littera c) vervangen door de volgende littera :

"c) houder van een diploma van kleuteronderwijzer of onderwijzer lager onderwijs 216

2° onder de rubriek "leraar algemene vakken belast met taalbadcursussen ", in de punten 1. tot 5. van littera c), worden de woorden "onderwijzer lager onderwijs" vervangen door de woorden "onderwijzer lager onderwijs of kleuteronderwijzer" : 216

3° onder de rubriek "leraar zedenleer", wordt littera c) vervangen door de volgende littera :

"c) houder van een diploma van kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs of geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs 216

4° onder de rubriek "leraar bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding)" wordt littera c) vervangen door de volgende littera :

"c) houder van een diploma van onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs 216

5° onder de rubriek "leraar speciale vakken (tekening, handwerk, plastische opvoeding)" wordt littera b) vervangen door de volgende littera :

"b) houder van een diploma van kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

6° onder de rubriek "leraar bijzondere vakken (muziek en muziekopvoeding)" wordt littera b) vervangen door de volgende littera :

"b) houder van een diploma kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

7° onder de rubriek "leraar bijzondere vakken (stenodactylografie)" wordt littera b) vervangen door de volgende littera :

"b) houder van een diploma kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

8° bij punt 1° "specialiteiten huishoudeconomie, knippen en naaien" van de rubriek "leraar technische vakken en beroepspraktijk", wordt littera b) vervangen door de volgende littera :

"b) houder van een diploma kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

9° bij punt 2° "andere specialiteiten" van de rubriek "leraar technische vakken en beroepspraktijk", wordt littera b) vervangen door de volgende littera :

"b) houder van een diploma kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

10° onder de rubriek "leraar technische vakken" wordt littera b) vervangen door de volgende littera :

"b) houder van een diploma kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

"c) houder van een diploma hoger onderwijs ander dan dat hierboven bedoeld een aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid of met het getuigschrift van normale middelbare technische cursussen" 216

12° onder de rubriek "leraar katholieke, protestantse of orthodoxe godsdienst" wordt littera b) vervangen door de volgende littera :

b) houder van een diploma kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

13° onder de rubriek "leraar Israëlitische godsdienst" worden de littera a) tot d) vervangen door de volgende littera :

"a) houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat bedoeld sub d)" 216

b) houder van een diploma kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

c) houder van een diploma hoger onderwijs ander dan dat hierboven bedoeld en aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid of met het getuigschrift van normale middelbare technische cursussen" 216

d) "houder van een bekwaamheidsgetuigschrift tot het geven van Israëlitisch godsdienstonderricht in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of door de rabbijn verbonden aan het Consistorie" 206/3

e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2

14° onder de rubriek "leraar Islamitische godsdienst" wordt littera e) vervangen door de volgende littera :

"e) houder van een diploma kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

15° onder de rubriek "begeleider van een centra voor alternerende opvoeding en opleiding" worden de littera b) tot d) vervangen door de volgende littera :

"b) houder van een diploma kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs ander dan het vereiste bekwaamheidsbewijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs" 216

c) houder van een diploma hoger onderwijs ander dan dat hierboven bedoeld en aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid of met het getuigschrift van normale middelbare technische cursussen" 216

d) houder van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau 206/3

e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2"

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het besluit van 15 maart 1974 houdende bepaling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het "Ministère de l'Education nationale et de la Culture française" en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren

Art. 2. In hoofdstuk D – "Personnel van de lagere secundaire beroepscurussen" van artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1974 worden de littera a), b) en c) van de rubriek "belast met algemene vakken" vervangen door de volgende littera :

"a) houder van diploma van het hogere niveau van minstens de 1ste graad 1/20 van 216

b) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 1/20 van 206/2"

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs*

Art. 3. In artikel 11bis van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, worden ingevoegd, tussen de woorden "houder van een" en "diploma van hoger onderwijs", de woorden "diploma van kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs, geaggregeerde hoger secundair onderwijs of een".

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie*

Art. 4. In artikel 11bis van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, worden ingevoegd, tussen de woorden "houder van een" en "diploma van hoger onderwijs", de woorden "diploma van kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs, geaggregeerde hoger secundair onderwijs, geaggregeerde hoger secundair onderwijs of een".

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar*

Art. 5. In artikel 11bis van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, worden ingevoegd, tussen de woorden "houder van een" en "diploma van hoger onderwijs", de woorden "diploma van kleuteronderwijzer, onderwijzer lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs, geaggregeerde hoger secundair onderwijs of een".

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon secundair onderwijs*

Art. 6. In § 1 van artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon secundair onderwijs, worden ingevoegd, tussen de woorden "van artikel 11" en "van het vroeger aangehaalde koninklijk besluit van 30 juli 1975", de woorden "en van artikel 11bis".

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007 met uitzondering van artikel 6 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2005.

Art. 8. De Minister-Presidente, bevoegd voor het Leerplichtonderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 14 september 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

De Vice-President en Minister van Begroting belast met Sport en Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 4222

[C — 2007/29315]

14 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant revalorisation barémique à certains membres du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2007;

Vu le protocole de négociation du 27 août 2007 du Comité de négociation du Secteur IX;